C. Saujot , *Le droit français de l'archéologie*

José Gomez de Soto

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rao/507>

DOI : 10.4000/rao.507

ISBN : 978-2-7535-1607-6

ISSN : 1775-3732

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2007

Pagination : 219

ISBN : 978-2-7535-0574-2

ISSN : 0767-709X

Référence électronique

José Gomez de Soto, « C. Saujot , *Le droit français de l'archéologie* », *Revue archéologique de l'Ouest* [En ligne], 24 | 2007, mis en ligne le 30 décembre 2009, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rao/507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rao.507>

– La précocité des premiers ponts sur le fleuve – dès le tout début du 1^{er} siècle de notre ère (A. Dumont *et al.*).

– La difficile confrontation (une de plus...) entre la tradition, les sources écrites et les faits archéologiques à propos des installations Vikings face à l'abbaye de Saint-Florent (M. Rolland).

– L'importance de l'habitat Bronze final de l'Alleu à Saint-Hilaire-Saint-Florent, le plus important de faciès « Rhin-Suisse-France orientale » dans toute la moitié ouest de la France (T. Nicolas). C'est là un témoignage de plus, s'il en était besoin, pour affirmer l'importance de l'axe ligérien dès la protohistoire (et même sans doute bien avant : entre autres, l'auteur de ces lignes a déjà eu l'occasion de « pister » les lames de haches polies néolithiques le long du Val de Loire, aussi bien depuis le Massif armoricain que depuis

les régions alpines : Le Roux 1999 – cf. notamment les fig. 59-60 et 69).

– N'oublions pas enfin l'histoire sédimentaire et morphologique complexe du fleuve, de son lit et de ses îles, de ses ensablissements et variations de niveau depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, qui transparaît dans plusieurs contributions.

En résumé, nous avons là un magistral « état de la question » sur une problématique pleine de promesses ; la matière certes aspire à être complétée, mais les données présentées ici sont indiscutablement destinées à lancer une dynamique de recherche ; elles sont aussi appelées à faire référence pendant « un certain temps » encore.

Charles-Tanguy LE ROUX

SAUJOT, C., 2007 – *Le droit français de l'archéologie*, Paris, Cujas, 2^e édition, 352 p. (ISBN 978-2-254-08003-8 ; 45 €)

Ce livre est la seconde édition d'un ouvrage dont la première édition, datée de 2003 mais parue au début de l'année 2004, avait en son temps donné lieu à compte rendu dans ces colonnes (*RAO*, t. 20, 2003, p. 247-248). Depuis 2003, le paysage législatif français a beaucoup évolué, et par voie de conséquence, la jurisprudence y afférant. Aussi, pour cette seconde édition, l'auteur a-t-elle entièrement refondue et mise à jour la première version : les derniers textes législatifs et la jurisprudence pris en compte vont jusqu'au 1^{er} septembre 2007. Il serait difficile de présenter davantage plus à jour, pour un ouvrage sorti des presses en octobre 2007 !

L'auteur, éminente juriste et docteur en archéologie, est bien connue des lecteurs pour ses pertinentes chroniques du droit de l'archéologie régulièrement publiées dans la *RAO*.

La première partie de l'ouvrage présente la recherche des vestiges, à savoir la législation des fouilles terrestres et subaquatiques et la question des découvertes fortuites, donc la définition juridique du « trésor ». L'archéologie préventive occupe, ensuite, une place importante dans l'ouvrage. S'il est un domaine dans lequel les choses ont beaucoup évolué, c'est bien celui-ci !

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée au statut des vestiges, meubles comme immeubles. C'est là une partie particulièrement importante de l'ouvrage, à une époque où les conditions de propriété des vestiges ont considérablement évolué (chacun a en mémoire l'affaire de la grotte Chauvet), et où les collections publiques des musées nationaux et des collectivités territoriales, comme celles d'associations bénéficiant du statut de Musée de France, s'attachent à régler de façon claire et définitive le statut légal des biens qu'ils détiennent, ou sont appelés à recevoir.

La troisième partie traite de la protection des vestiges. La question des fouilles illégales est traitée ici. Des pages que feraient bien de méditer les utilisateurs clandestins de détecteurs à métaux... Les monuments historiques classés ou inscrits à l'Inventaire supplémentaire des MH, bâtis comme objets mobiliers, font l'objet du dernier chapitre.

En sus d'une considérable documentation donnée en notes infrapaginales, une importante bibliographie complète l'ouvrage.

Cette nouvelle version de l'ouvrage de M^{me} Saujot rendra les plus distingués services à tous ceux que concerne la recherche archéologique et la défense de notre patrimoine, qui seront désormais bien armés : personnels des Services régionaux de l'Archéologie, professions juridiques, chercheurs institutionnels, mais aussi bénévoles, en particulier les membres des « associations loi de 1901 ». On l'oublie trop, ces dernières sont susceptibles, lorsque leurs statuts prévoient la défense du patrimoine historique et/ou archéologique, d'ester devant la justice civile. L'efficacité de cette démarche n'est plus à démontrer !

José GOMEZ DE SOTO
(Directeur de recherche, UMR 6566)